Compte rendu de l'AG des personnels du SCD – lundi 9 novembre 2026, 10h-12h30, BUlle (BUC)

Présent·es à 10h : 50 personnes (34 en salle - 16 en visio)

En introduction, les personnels de la BUC sont revenus sur le piquet de grève du 3 novembre. Il visait à soutenir les revendications des étudiant·es en faveur de moyens supplémentaires pour les universités, en informant notamment sur la baisse du budget de la BUC et sur les conditions de réouverture de la bibliothèque. Cette réouverture, qui avait été demandée par l'AG personnels-étudiant·es, s'est faite dans des conditions pénibles pour les agent·es : jour de télétravail remis en cause, informations transmises la veille au soir pour le lendemain.
Les participant·es sont également revenu·es sur la projection du documentaire *Pages de lutte*. Ce film retrace la grève menée fin 2024 par les personnels des bibliothèques municipales de la ville de Toulouse (médiathèque José Cabanis et bibliothèques de quartier), qui ont obtenu des avancées avec l'appui des syndicats. Leur exemple a nourri la réflexion sur la mobilisation au SCD.

Situation sur les sites et dans les services

INSPE : les étudiant·es commencent à se mobiliser, avec de premières AG. La relocalisation de cours du Mirail vers les INSPE aurait constitué un élément déclencheur. Une quarantaine de personnels administratifs y sont également relocalisés. Pour le recensement des grévistes du 5 novembre, les personnels de la BUC avaient été prévenus qu'il n'y en aurait pas, alors que ceux de l'INSPE l'ont seulement déduit de l'absence de l'annonce habituelle.

Au début de la fermeture de la BUC, il a été demandé à certain·es collègues d'aller travailler à l'INSPE Saint-Agne, ce que plusieurs ont refusé.

Cours relocalisés : en théorie, seuls les cours de préparation aux concours (CAPES, agrégation) destinés aux étudiant·es également inscrit·es à l'INSPE seraient concernés. En pratique, d'après les collègues, ce n'est pas le cas : des témoignages font état de journées entières de cours réparties entre les trois INSPE toulousains, ce qui oblige les étudiant·es à se déplacer d'un site à l'autre au cours d'une même journée.

De même, des enseignant·es semblent utiliser les salles de travail de la BUC et de la BUlle pour faire cours, et d'autres cours auraient lieu à la MDR. Les consignes de l'université étant peu claires, la situation reste confuse et pose la question de l'égalité de traitement entre les étudiant·es : qui assiste à ces cours, et pourquoi ce groupe plutôt qu'un autre ?

Le STAF a été sollicité par l'ISTHIA pour assurer un cours à l'INSPE, ce que le service a refusé : les formateur·rices ont des plages d'accueil à assurer à la BUC et ne peuvent pas se libérer. La situation du STAF est de manière générale très compliquée. Il lui est demandé de déposer ses cours sur IRIS, ce qui ne convient pas : les supports sont conçus pour accompagner une séance, et il s'agit de transmettre des savoir-faire plus que des savoirs.

Cap'Oris : le site a été mis hors ligne à la suite de la faille de sécurité PHP. Un ticket a été déposé sur Guide, qui ne propose ni catégorie adaptée ni catégorie « autre », et aucune date de remise en ligne n'a été communiquée. Les informations ont été obtenues par l'intermédiaire de la MIN, dont les sites sont aussi touchés. Il s'agit pourtant d'un projet interétablissements, financé par la Région, qui doit être présenté aux JNF. La direction du SCD s'est engagée à relayer la demande à un niveau supérieur si la situation ne se débloque pas, comme cela avait été nécessaire pour les tablettes. Plus largement, les collègues regrettent la difficulté des échanges avec la DSI.

À la bibliothèque Croix de Pierre, le poste est normalement tenu à deux, mais une seule personne l'assure depuis deux ans : une absence de longue durée n'a jamais été remplacée. Le système de

fermeture - ouverture de la porte dysfonctionne gravement depuis fin mai, notamment par temps chaud ou froid : matin et soir, il faut entre 3 et 20 minutes pour ouvrir ou fermer la porte, en dehors du temps de travail. Lors d'une récente alerte intrusion, alors que les personnels sont censés se confiner, la porte n'a pas pu être fermée. Le problème a été signalé à trois reprises, sans réparation à ce jour. La bibliothèque étant voisine de Déodat, le personnel est exposé aux gaz lacrymogènes, aux détonations et à l'agitation alentour, ce qui rend le travail difficile. Il est aussi difficile de se mobiliser : faire grève signifie que la bibliothèque est fermée, et jusqu'à présent, le mouvement n'avait pas encore gagné l'INSPE. Pas de chauffage durant la suspension pédagogique : une température de 16 °C a été relevée dans un bureau. L'intersyndicale a accompagné le personnel de la bibliothèque et quelques avancées ont été obtenues, notamment un rendez-vous avec la DRH, mais elles restent limitées.

Conditions de travail

Les conditions de travail sont jugées difficilement acceptables.

- Chauffage : il est revenu par intermittence, et la réponse apportée sur LOOMA aux questions sur le chauffage a été ressentie comme peu respectueuse.
- Restauration : les box ont le mérite d'exister, mais elles sont chères, et le choix, limité et identique tous les jours, ne tient pas sur la durée. Les personnels demandent la réouverture du restaurant administratif, ou au moins du RU. Une pétition étudiante a été lancée pour la réouverture du RU : https://www.change.org/p/pour-la-r%C3%A9ouverture-du-resto-u-du-mirail
- Sécurité : les agent·es de sécurité dont la présence a été annoncée à la BUC sont régulièrement absent·es. La semaine dernière, en fin de journée, la consigne donnée a été que les personnes à l'accueil contactent elles-mêmes le PC sécurité.
- Télétravail : plusieurs incohérences restent à clarifier. Le sujet a été abordé à la réunion du lundi 2 novembre, mais les personnels connaissent encore mal la réglementation et leurs droits. La charte actuelle, rédigée au moment du Covid pour expérimenter le télétravail, est toujours en « phase d'observation », sans aucun retour depuis. Les personnels demandent qu'un délai de prévenance soit fixé pour toute annulation du télétravail régulier.
- Services de l'université : les échanges avec la DSI et le patrimoine sont souvent difficiles et le passage systématique par des tickets dépersonnalise les échanges. La question de l'amélioration de ces échanges est posée. Les personnels souhaiteraient disposer d'interlocuteur·rices clairement identifié·es au sein de la DSI et des services du patrimoine.

Reconnaissance du travail

- L'ensemble des participant·es a souligné le manque de reconnaissance de l'engagement des équipes, qui ont le sentiment que leur travail n'est ni reconnu ni respecté, alors qu'elles continuent d'assurer leurs missions dans des conditions dégradées.
- La demande d'un·e vice-président·e chargé·e de la documentation, formulée depuis longtemps, est restée sans réponse.
- Les participant·es ont regretté la faible présence de l'encadrement à l'AG et auraient souhaité que davantage de cadres soient présent·es pour échanger sur ces revendications.
- La considération pour les équipes des bibliothèques en général pose question.

Stratégie et leviers

- Rendez-vous avec le DGS : l'AG demandera l'accompagnement des syndicats, puis un rendez-vous avec le DGS pour lui présenter le cahier de revendications. Des représentant·es seront élu·es pour s'y rendre. Les personnels ont exprimé une forte colère, qu'ils souhaitent voir relayée par la direction.

- La BUC étant le seul bâtiment ouvert, les personnels estiment que c'est le bon moment pour porter leurs revendications. L'université compte sur la conscience professionnelle des équipes ; une fermeture de la BUC et des autres sites a été évoquée.
- Budget : la situation actuelle ne permet plus un fonctionnement normal. Des président·es d'université ont manifesté pour demander des moyens ; la mobilisation des personnels paraît nécessaire.
- Des préavis de grève ont été déposés sur une longue période : il est possible de faire grève en dehors des journées appelées par les syndicats.
- Contacts syndicaux dans l'équipe : SNASUB et CGT.

Votes

- Préparation d'une action de valorisation des collections autour des luttes et des mouvements sociaux : **adopté**.
- Demande d'arrêt des réservations de la BUlle pour des réunions pédagogiques et administratives hors périmètre SCD (tout en continuant à la mettre à disposition pour des conférences et des ateliers dans le cadre de Savoirs libres) : **adopté**.
- Arrêt des réservations des salles de travail : **non retenu**. L'AG est globalement opposée à l'utilisation des salles de travail pour des cours « classiques », mais les modes d'action envisagés (réserver nous-mêmes les salles pour saturer le planning, ou arrêter toute réservation) ont été jugés trop compliqués à mettre en œuvre : il est également impossible de faire la différence entre un cours et un atelier, un travail de groupe, etc.
- Mise en place d'un comité de rédaction des revendications, en vue de demander, avec le soutien des syndicats, un rendez-vous avec le DGS : **adopté.**
- Participation à la journée de grève du mardi 10 novembre appelée par les syndicats, avec un cortège SCD (rendez-vous devant le centre culturel Saint-Cyprien à 14h) : **adopté**.
- Blocage de la BUC : **adopté sur le principe**. Les modalités et la date ont été longuement débattues, sans être arrêtées à ce stade.
- Adaptation des horaires d'ouverture : débattue, sans vote.
- Réalisation d'un film pour documenter la mobilisation, sur le modèle de celui des bibliothécaires municipaux de Toulouse : **adopté**, sous réserve que des volontaires se proposent.

Suite

Roxane, Anne, Thierry, Alice, Laure et Coralie se chargent de rédiger le cahier de revendications. Il reprendra les points discutés en AG, notamment le chauffage, la relocalisation des activités, le télétravail, le RU et ses tarifs, la sécurité, les salaires, le remplacement des congés de longue durée et des départs en retraite, la titularisation et la situation des personnels contractuel·les, le monitorat, le budget d'acquisition, la difficulté des échanges avec certains services de l'université (notamment DSI et patrimoine) et plus largement les conditions de travail. Il sera soumis à l'AG une fois la rédaction avancée.

Une nouvelle AG est souhaitée, mais les heures d'information syndicale sont probablement épuisées ou presque. Il est donc proposé d'appeler à une AG lors du prochain jour de grève national après le 10 novembre (à confirmer : 17 novembre), afin que celles et ceux qui le souhaitent puissent y participer.